France : deux possibilités et quatre scénarios pour l'après 8 septembre

26 août 2025

Confirmation, remaniement, dissolution, présidentielle anticipée, chacun de ces scénarios aura des impacts significatifs sur les investisseurs en France comme en Europe.

Face au mur budgétaire et à la complexité des équilibres des forces dans un Parlement très divisé, le premier ministre français a annoncé le 25 août la tenue d'un vote de confiance le 8 septembre prochain dans le cadre d'une session extraordinaire de l'Assemblée Nationale.

A cette date, le jeu va s'ouvrir et, dans les jours et les semaines qui suivront, les cartes politiques et économiques seront rebattues, en France mais aussi en Europe.

Immédiatement, les marchés ont pris acte des nouvelles incertitudes générées par cette situation, notamment en faisant – modestement – grimper le taux de la dette du pays et en préférant rester prudent sur les indices actions français. L'euro lui-même a fait l'objet de quelques prises de bénéfices. La nervosité devrait demeurer le sentiment dominant jusqu'au vote.

Quatre scénarios sont possibles à l'issue de celui-ci : la confirmation du gouvernement, dans le cas d'un vote positif, un remaniement, une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections, voire une présidentielle anticipée si le Premier Ministre doit démissionner à l'issue du scrutin.

Compte tenu des premières réactions suite au discours de François Bayrou le 25 août **le premier scénario semble fortement improbable à ce stade**. Autour de 5% selon nous. Néanmoins, la possibilité d'un soutien in-extremis des partis de centre-gauche ne peut être exclue.

Dans ce cas, après le stress de l'attente, les marchés pourraient saluer cette avancée en anticipant un vote positif sur le prochain budget et la confirmation de l'engagement dans la voie du désendettement progressif. L'OAT, les actions françaises et l'euro en bénéficierait, à condition toutefois que les concessions nécessaires à ce soutien ne remettent pas en cause les fondamentaux économiques du pays.

Dans le cas d'un vote négatif, trois chemins politiques s'ouvriront, dont les conséquences économiques et financières pourraient être très différentes.

Le premier chemin est celui d'un simple remaniement, probablement avec changement de premier ministre, à charge pour ce dernier de trouver de nouveaux équilibres au Parlement afin de boucler le budget pour 2026. Cette possibilité existe compte tenu des déclarations du Président à la fin du printemps écartant l'éventualité d'une nouvelle dissolution de l'Assemblée Nationale. Nous l'évaluons à 25%.

Le soulagement des marchés dans ce cas devrait être de courte durée, en raison de la fragmentation du Palais Bourbon qui interdit la constitution de majorités positives solides et durables. L'incertitude demeurera alors jusqu'au vote de la loi de Finances, traditionnellement prévu fin octobre ou début novembre.

Les conséquences sur les marchés devraient cependant se limiter aux actifs français et être d'ampleur modérée en attendant les débats budgétaires qui remettront en jeu la possibilité d'une censure du gouvernement.

Le second chemin est celui de nouvelles élections législatives suite à une dissolution décidée par le Président de la République. Compte tenu de la configuration politique actuelle et des déclarations ayant suivi l'annonce du 25 août, cela nous parait être le scénario le plus probable, à 65%.

La volatilité pourrait alors être forte, au gré des différents sondages et jusqu'aux élections (qui doivent se tenir dans un délai de 20 jours minimum et 40 jours maximum après le décret de dissolution. Elle pourrait toucher l'ensemble des actifs de la zone euro y compris la monnaie unique, avec la France toujours en première ligne. Une poussée du rendement à 10 ans de l'OAT vers 4% est un risque.

Dans ce cadre, la réaction de la BCE serait très attendue. L'utilisation des mécanismes de stabilisation d'urgence de la zone euro reste une possibilité qui pourrait rapidement être sur la table des gouverneurs à Francfort, en étroite coordination avec les autorités de l'Union Européenne. Dans un souci de préservation de l'intégrité de l'Union Monétaire, l'institution de Francfort ne pourrait rester inactive et la pression sera importante sur Christine Lagarde.

Le troisième et dernier chemin mène à un scrutin présidentiel anticipé. Qu'il soit avant ou après de nouvelles élections législatives, ce scénario nous parait très improbable compte tenu de la stabilité institutionnelle représentée par la Présidence et malgré la « terra incognita » que représenterait une deuxième dissolution en moins de dix-huit mois. Nous l'évaluons autour de 5%.

Dans ce cas, comme dans le cas d'une dissolution mais en plus prononcé encore compte tenu de l'ampleur du bouleversement, l'incertitude serait très forte et toucherait l'ensemble des classes d'actifs en France et, même si

dans une moindre mesure, dans la zone euro.

La période ouverte hier par le premier ministre sera volatile mais Il ne faut pas se laisser désorienter par le brouillard qui tombe et nous restons convaincus que **le temps n'est pas exempt d'opportunités**, surtout dans les excès du court terme.

Les entrepreneurs français et européens ont montré à de multiples reprises qu'ils savaient s'adapter et faire face aux incertitudes, aux difficultés, et, s'il le faut, gravir des montagnes.
Les business models des fleurons du Vieux Continent comme des petites et moyennes entreprises les plus dynamiques sont résistants et flexibles. L'Europe est là, la BCE aussi, et les turbulences possibles dans les semaines à venir ne doivent pas nous faire oublier l'essentiel : certes, les pessimistes font de l'audience, mais seuls les optimistes gagnent de l'argent à long terme.

Wilfrid Galand
Directeur
Stratégiste

RETROUVEZ-NOUS SUR NOTRE SITE INTERNET
montpensier-arbevel.com

Linkedin
X.com

MONTPENSIER ARBEVEL
58 avenue Marceau, 75008 Paris, France - Tél. : +33 (0)1 45 05 55 55

Ceci est un document publicitaire. Les informations figurant dans le présent document, obtenues auprès de sources qui peuvent être considérées comme fiables, n'ont pas fait l'objet de vérifications et ne sauraient engager la responsabilité de Montpensier Arbevel. Les opinions émises peuvent être modifiées sans préavis. Elles ne constituent ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni un conseil en investissement. Ce document est la propriété intellectuelle de Montpensier Arbevel. Tout ou partie du présent document ne peut être reproduit ou rediffusé d'une quelconque manière sans l'autorisation préalable de Montpensier Arbevel.